

Copyright © 2004, *Géopolitique africaine*

*Chung-lian Jiang**

LE PÉTROLE, NOUVELLE DIMENSION DES RELATIONS SINO-AFRICAINES

Le pétrole est devenu un défi primordial pour la Chine, en même temps qu'un enjeu important dans ses relations avec l'Afrique. Car si la production pétrolière chinoise se maintient au sixième rang mondial depuis 1988, le pays est devenu, depuis 1993, un gros importateur de produits pétroliers. Cette consommation accrue s'explique par la croissance économique rapide, avec notamment une augmentation en flèche du nombre de véhicules, et aussi par la mauvaise utilisation de cette ressource. Ainsi, en 1997, selon les statistiques chinoises, pour obtenir 10 000 *renminbi* (soit environ 1 210 dollars) de PNB, il fallait consommer 1,9 tonne de pétrole^{i[1]}, ce qui plaçait la Chine bien au-dessus de la moyenne mondiale.

Toujours en 1993, la carence en hydrocarbures se faisant imminente, le gouvernement de Pékin se vit obligé d'ajuster sa politique en faisant appel à une société étrangère, Esso, qui s'installa dans la région autonome du Xinjiang, principale réserve chinoise ; mais cela ne suffit pas pour résorber le déficit. À partir de 1996, la Chine devint un pays nettement dépendant, non seulement des produits pétroliers, mais tout simplement du pétrole brut.

La demande quotidienne en pétrole est passée de 2,12 millions de barils par jour (b/j) en 1990 à 3,95 millions de b/j en 1999. Ce chiffre risque néanmoins de devenir beaucoup plus spectaculaire encore à l'horizon 2010, avec une estimation de 5,40 à 7 millions de b/j. Actuellement, la production chinoise de brut est estimée à quelque 3,11 millions de b/j ; au plus fort de la capacité de production, cette quantité ne pourra dépasser 4 millions de b/j, et ce pas avant 2010^{ii[2]}. De gros efforts sont donc nécessaires pour combler cet énorme déficit.

Les trois principaux sites pétroliers de la région côtière du nord-est (Daqing, Shengli et Liaoche) produisent à eux seuls près de 90 % des hydrocarbures chinois. Ils arrivent cependant déjà à saturation et entreront bientôt dans une phase de production descendante. De même, les réserves au large de la mer de Chine orientale, ainsi que dans le bassin du Tarim (Xinjiang), se révèlent moins prometteuses que prévu. Enfin, la nature du sol du Xinjiang est tellement difficile que Pékin doit recourir aux pays occidentaux pour obtenir les technologies de forage les plus sophistiquées. Au total, les réserves stratégiques ne représentent que quelques jours de demande domestique : en comparaison, des voisins directs comme Taïwan ou le Japon ont une autonomie d'au moins deux mois, quelles que soient les circonstances.

Existe-t-il une solution alternative endogène ? Le charbon, actuellement la ressource dominante (71,6 % de la consommation énergétique), présente deux inconvénients majeurs : l'engorgement des transports, du fait de l'éloignement des sites de production, et la pollution, qui tue chaque année pas moins de trois cent mille personnes. À cela s'ajoutent d'autres problèmes environnementaux liés aux émissions trop élevées de dioxyde de carbone. Le gouvernement chinois envisage donc plutôt de se tourner vers le gaz naturel, qui ne représente

* Doctorant en science politique à l'Université de Paris I

actuellement que 2,1 % de la consommation énergétique globale. Mais là encore, les perspectives sont limitées : bien que les neuf puits chinois fonctionnent déjà à plein, il manque encore chaque année entre 211 et 240 milliards de m³ de gaz naturel ; en 2010, l'écart devrait atteindre de 460 à 730 milliards de m³ annuels.

En 2002, la Chine a annoncé la construction d'un gazoduc continental reliant les champs de production du Xinjiang à la région de Shanghai, et dont la mise en service est prévue pour 2008. Mais le coût du projet – pas moins de 9 milliards de dollars – rendra fatalement le gaz du Xinjiang trop cher. Il faudra donc que ce gazoduc soit prolongé vers les gisements d'Asie centrale et trouve un marché au-delà de la mer de Chine orientale^{iii[3]}. Il faut aussi tenir compte du risque politique, avec des sabotages possibles des Ouïgours indépendantistes sur une partie des installations.

L'importation, solution moins coûteuse

Pékin joue donc la carte des importations de brut, dont le développement s'accélère de façon surprenante. Le choix de cette solution – plus rapide et sans doute moins coûteuse que des investissements directs sur le territoire – a porté la Chine au 3^e rang mondial des pays dépendants du pétrole importé, juste après les États-Unis et le Japon. Depuis 1993, le taux annuel de croissance de ces importations est en moyenne de 9,1 %, alors que le même taux pour les pays développés n'est que de 2,4 % (2,1 % pour le Japon entre 1991 et 1996).

Les importations chinoises de pétrole brut se sont élevées en 1998 à 520 000 b/j, soit 15 % de la consommation totale de l'année. Selon la *Brookings Institution*, cette proportion devrait passer à 30 %, voire 35 % d'ici à 2005, et atteindre 45 % en 2010, pour un chiffre global d'importations se situant cette année-là entre 2,43 et 3,15 millions de b/j. Les statistiques officielles chinoises donnent un chiffre légèrement plus élevé : entre 2,94 et 3,28 millions de b/j. Et l'Agence internationale de l'énergie prévoit un besoin encore plus fort : 4,6 millions de b/j^{iv[4]}.

Quoi qu'il en soit, il faudrait découvrir au moins « une Norvège » par an pour pouvoir répondre aux besoins du pays. Toujours selon la *Brookings Institution*, dès l'an 2010, les importations de brut devraient coûter annuellement à la Chine au moins 20 milliards de dollars – à condition que le cours du baril se maintienne au niveau de 1999^{v[5]}. Déjà la facture pour le pétrole brut importé s'est élevée en 2000 à près de 15 milliards de dollars, cent fois plus qu'il y a dix ans...

À partir de 1995, le gouvernement de Pékin a cherché à minimiser sa dépendance excessive vis-à-vis du pétrole du Moyen-Orient, une région instable et dans laquelle, de son aveu même, son influence est faible. Si le brut moyen-oriental représentait 53 % du total des importations en 1996, ce taux est tombé à 46,2 % en 1999. Au-delà d'ailleurs des facteurs d'ordre politique, des contraintes techniques sont apparues : une partie du pétrole du Moyen-Orient est lourdement chargé en sulfures, ce qui exige certaines installations de raffinage dont la Chine ne peut indéfiniment augmenter la capacité, à moins d'investir massivement dans le renouvellement de ses raffineries. Le potentiel maximum de traitement journalier actuel du pays est de 4,35 millions de barils de pétrole brut à sulfure bas, 160 000 barils à sulfure moyen et 240 000 barils à sulfure élevé^{vi[6]}. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

Aussi bien, tout en diversifiant ses importations en provenance de Russie et des pays d'Asie centrale, la Chine continue de rechercher d'autres sources stables et essaye même d'acquiescer des gisements, en investissant directement. Et l'Afrique est une de ses cibles privilégiées : sa production de pétrole brut représente 10 % de la production mondiale et, parmi les onze États membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), on recense trois pays africains : l'Algérie, la Libye et le Nigeria. En outre, l'industrie et le

marché pétroliers sont étroitement contrôlés par une poignée de sociétés occidentales appelées jadis les « sept sœurs »^{viii[7]}, sous l'égide de leurs pays d'origine. Le caractère spécifiquement « hors système » de l'Afrique dans l'après-guerre froide permet à la Chine une excellente percée dans sa quête de pétrole, même si elle y est *late comer*.

Le projet Muglad au Soudan

Jusqu'en 1992, l'Angola était l'unique fournisseur africain de la Chine en hydrocarbures, mais dans des proportions modérées. Ce n'est qu'à partir de 1993 que les livraisons en provenance de ce pays ont augmenté de façon importante, passant à 24 480 b/j, ce qui place l'Angola au 4^e rang des pays fournisseurs de la Chine en hydrocarbures^{viii[8]}. Parallèlement, Pékin a commencé à se tourner vers d'autres pays africains afin d'éviter de « mettre tous ses œufs dans un même panier ». Surtout, il a recherché les opportunités d'investissements directs, considérées sous deux angles : soit grâce à des projets de prospection par le biais de *joint-ventures*, soit par l'acquisition de gisements, pour diminuer la dépendance vis-à-vis du marché.

Ainsi, en 1997, la *China National Petroleum Corporation* (CNPC), firme pétrolière numéro un en Chine, s'est associée avec l'entreprise malaisienne Petronas et avec la compagnie canadienne Talisman pour passer un accord avec la Sudapet, entreprise d'État pétrolière représentant le gouvernement soudanais, en vue de procéder ensemble à la prospection, à l'exploitation de gisements et à la mise en place d'oléoducs sur le site du bassin de Muglad, au sud du Soudan. Ce projet Muglad, qui a nécessité un investissement global d'un milliard de dollars, est le premier et le plus grand programme de ce type mené par une entreprise d'État chinoise sur le continent africain^{ix[9]}. Il se juxtapose à un autre projet sans précédent, appelé « *développement d'envergure des gisements* »^{x[10]} et concernant le Kazakhstan, le Venezuela et l'Irak, pour un investissement de 5,6 milliards de dollars.

Cela dit, le montant total de l'investissement chinois dans le projet Muglad demeure une énigme. Selon Philip Andrews-Speed, les Chinois auraient participé à hauteur de 700 millions de dollars. Pour Gérard Prunier, spécialiste de l'Éthiopie et directeur de recherche au CNRS français, la quote-part chinoise au projet s'élèverait à 40 %, celles de la Petronas, de la Talisman et de la Sudapet respectivement à 30 %, 25 % et 5 %^{xi[11]}. Le taux de la participation canadienne (25 %) est confirmé par le *New York Times*^{xii[12]}.

L'investissement chinois se situe donc dans une fourchette allant de 400 à 700 millions de dollars. Malheureusement, comme le dénonce Gérard Prunier, une partie de cet investissement se fait en nature, sous la forme d'une main-d'œuvre gratuite – des prisonniers expatriés pour être livrés à des travaux forcés.

Les puits 1, 2 et 4 du Muglad ont été programmés pour produire chacun 2,4 millions de tonnes de pétrole brut, soit 144 000 b/j, à partir de l'an 2000^{xiii[13]}. D'après sa quote-part dans la *joint-venture*, la Chine a dû en obtenir une quantité journalière de 60 000 barils, soit 5 % du volume total de ses importations pour cette année-là^{xiv[14]}. À première vue, ce taux ne semble pas énorme. Mais un calcul établi à partir des statistiques officielles chinoises révèle des chiffres plus significatifs : en 2000, la Chine a obtenu de tous ses puits à l'étranger un total de 6 millions de tonnes de brut^{xv[15]}, soit 120 000 b/j. Nous découvrons alors que les 60 000 b/j en provenance du Soudan représentent déjà la moitié de la production des puits acquis par la Chine à l'étranger...

Pékin prévoit de doubler, voire tripler, la capacité de tous ces puits soudanais d'ici à 2005. Par ailleurs, d'après des sources américaines, le rendement de ces puits serait bien plus prometteur que ce que le gouvernement chinois aurait révélé. Ainsi, le gisement soudanais numéro 6, opéré par la *Zhongyuan Petroleum Corporation*, filiale de la *China Petrochemical*

Corporation (SINOPEC), seconde firme pétrolière chinoise, a rapporté à lui seul 200 000 b/j en 2000^{xvi[16]}.

Quelles que soient les estimations et leurs sources, les investissements chinois au Soudan joueront à l'avenir un rôle crucial. En comparaison d'autres projets menés par la Chine dans le monde entier, c'est une très bonne opération en termes de coûts et de rendement.

Le ralliement du Gabon

Les autres sources d'approvisionnement africaines sont l'Angola, l'Égypte, le Nigeria, ou encore le Congo-Brazzaville. À cette liste s'est ajouté tout récemment le Gabon, dont le ralliement est le fruit d'une longue patience. En effet, malgré le potentiel productif de ce pays et l'amitié exceptionnelle entre les deux pays – le président gabonais, Omar Bongo, est le chef d'État africain le plus souvent invité à Pékin –, la Chine n'avait jamais pu accéder aux ressources pétrolières gabonaises. La situation contrastait avec celle du Congo, dont le président Denis Sassou N'Guesso était lui aussi un hôte fréquent de Pékin, et qui avait commencé relativement tôt à fournir du pétrole à la Chine, même si les quantités achetées demeurent peu importantes à ce jour. Aujourd'hui, grâce à la visite à Libreville du président chinois Hu Jintao au début de 2004 et à un accord économique bilatéral conclu à cette occasion, du brut gabonais va enfin commencer à être livré à la Chine. Cet approvisionnement arrive juste au moment où la production pétrolière gabonaise commence à rencontrer des difficultés.

D'après les sources chinoises, la Chine a acheté aux pays africains 7,25 millions de tonnes de brut (équivalent à 145 000 b/j) en 1999, soit une augmentation de 205 % par rapport à 1998. Cette même année, le pétrole brut africain représentait 37 % du commerce bilatéral total^{xvii[17]}. En 2000, les importations chinoises en hydrocarbures africains ont doublé, atteignant 17 millions de tonnes. La moitié de ce volume provenait d'Angola, suite à la découverte de gisements *off-shore* au Cabinda. Par ailleurs, les achats chinois d'hydrocarbures auprès de l'Égypte ont triplé en l'espace d'une année, passant de 34 millions de dollars en 1999 à 102 millions en 2000^{xviii[18]}.

L'approvisionnement africain représente déjà environ un quart de la totalité des importations pétrolières de la Chine, et ce taux ne cesse de croître. Ainsi, en 2000, Pékin a connu son premier déficit commercial avec l'Afrique depuis des décennies – 512,4 millions de dollars –, du fait de l'augmentation galopante des importations de brut. C'est aussi pendant cette année que le montant total des transactions entre la Chine et les pays d'Afrique a battu son record, pour atteindre 10,6 milliards de dollars. Depuis, Pékin demeure en déficit commercial avec l'Afrique, et la cause en est résolument le pétrole.

Relations spéciales et coopération militaire

La stratégie pétrolière de la Chine est multidimensionnelle : elle se déploie dans les domaines diplomatiques et politiques aussi bien qu'économiques et militaires (notamment à travers les ventes d'armes).

Comme le fait remarquer Sergei Trough, la mise en place de « *relations spéciales* » est considérée par Pékin comme un levier politique au service de sa diplomatie du pétrole. Dans l'usage diplomatique chinois, les « relations spéciales » ont souvent été consacrées par un traité d'amitié. De nos jours, il n'est plus question de nouer des alliances, Pékin gardant un souvenir amer de son alliance avec l'ex-URSS. Mais la logique des relations

spéciales demeure ; seuls les outils ont été modifiés. Elles peuvent consister en un lien privilégié couplé d'un partenariat global, constructif ou stratégique.

Parallèlement, la Chine se sert de sa place éminente à l'Onu pour soutenir politiquement ses fournisseurs d'hydrocarbures. Le soutien chinois est d'autant plus précieux que ces pays sont souvent sanctionnés par les Nations unies pour violation des obligations internationales. Les faveurs chinoises sont loin d'être gratuites, puisque Pékin attend en contrepartie des conditions préférentielles à la coopération dans le domaine pétrolier. L'empire du Milieu va jusqu'à recourir à la vente de technologies de pointe et d'équipements nucléaires en échange d'importations pétrolières^{xix[19]}.

La Chine maintient souvent des relations militaires avec ses fournisseurs de pétrole. De ce point de vue, les cas de l'Angola, du Soudan et du Nigeria sont révélateurs. En 1995, lorsque le Nigeria a été isolé et sanctionné par la communauté internationale pour l'exécution de neuf dissidents politiques, Pékin a continué à lui vendre des armes, en dépit d'une forte pression occidentale. Dans le cas de l'Angola, le jeu de Pékin est opportuniste. Les trois forces hostiles en Angola – MPLA, FNLA et Unita – ont toutes été approvisionnées en armement chinois. Pékin livre généreusement des armes dans ces pays, pour consolider ses liens bilatéraux et payer ses factures de pétrole brut.

Lorsque des conflits frontaliers ont été provoqués par l'Angola et par le Soudan, la Chine a apporté un ferme soutien, diplomatique et militaire, à ces deux pays. Et c'est dans cette ambiance très amicale que le gouvernement chinois a successivement livré au Soudan, de 1995 à 1997, d'importants armements, notamment six avions de combat de classe F6, cinquante hélicoptères de type Z-6 et cent pièces d'artilleries autotractées – ce qui en a fait l'une des plus importantes ventes d'armes chinoises en Afrique pour le milieu des années 1990^{xx[20]}. Rappelons que c'est en 1997 précisément que la Chine a obtenu de Khartoum le droit d'acquérir des gisements au Soudan. Symbole politique de la création d'un « axe Pékin-Khartoum », une succursale de la banque d'import-export de la Chine a, pour la première fois en Afrique, été mise en place cette même année dans la capitale soudanaise.

Cette stratégie de relations amicales avec les pays fournisseurs de pétrole s'étend également aux pays traversés par les convois maritimes pétroliers vers la Chine, qui ne dispose pas d'une puissance maritime de projection au-delà de ses eaux territoriales. Erica Strecker Downs parle à ce sujet d'une « *double dépendance* »^{xxi[21]} : non seulement la Chine doit se fournir en hydrocarbures à l'extérieur, mais elle doit en plus s'assurer de la sécurité des voies de communication. Ce deuxième aspect renvoie aux États-Unis, déployés militairement partout dans le monde pour leur propre protection maritime. Cette seconde faiblesse de la Chine doit donc être équilibrée par des liens politiques.

Djibouti est un exemple à cet égard. Dans la vision géostratégique chinoise, Djibouti occupe une place centrale : vers le Nord, il contrôle la route maritime rejoignant la Méditerranée en passant par le canal de Suez ; vers le Sud, la même route longe la Corne de l'Afrique, Madagascar et Le Cap pour rejoindre l'Atlantique. Deux voies qui sont non seulement les artères économiques du monde, mais aussi la ligne de survie des continents européens et nord-américains pour les approvisionnements en provenance d'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Est. D'où l'importance pour l'empire du Milieu d'établir un lien de partenariat avec ce minuscule pays qu'est Djibouti.

Le cas nigérian, exemple de souplesse diplomatique

Dans le cas nigérian, la Chine a abouti à une relation mêlant commerce, matières premières et soutien politique aux besoins de chacun des partenaires. Sa diplomatie a fait montre d'une grande adresse, adaptée aux circonstances.

Après avoir fermement soutenu le régime du général Sani Abacha, Li Peng, en sa qualité de premier ministre et d'expert en énergie, s'est rendu au Nigeria en 1997 pour négocier des projets de coopération pétrolière. Deux protocoles d'accord sino-nigériens relatifs à la prospection chinoise dans le bassin du Tchad et dans le delta du Niger ont suivi, en 1997 et 1998. Par la suite, le ministre chinois des affaires étrangères, Tang Jiaxuan, s'est déplacé à Abuja, en janvier 2000, afin de négocier l'achat de pétrole brut nigérien. En contrepartie, la Chine s'est engagée dans divers projets locaux, notamment la remise en état des chemins de fer nigériens. La réalisation de ces projets a été considérée par Pékin comme une occasion-phare de consolider les échanges mutuels et de créer une ambiance plus propice dans tous les domaines. Résultat : le total des transactions commerciales a grimpé jusqu'à 856 millions de dollars en 2000, soit sept fois plus qu'en 1993, année où Sani Abacha était arrivé à la tête du Nigeria.

Le président nigérien Olusegun Obasanjo (au pouvoir depuis 1998) a profité de la visite de Tang Jiaxuan, en 2000, pour exprimer son insatisfaction au sujet de la non-représentation des pays africains au Conseil de sécurité des Nations unies en tant que membres permanents. Il a fait comprendre qu'il souhaitait une aide de la Chine pour obtenir deux sièges permanents en faveur de pays africains – sous-entendu le Nigeria. À cette demande, faite en tête-à-tête avec le ministre chinois, Tang a répondu que la Chine continuait à soutenir l'élargissement du Conseil de sécurité et proclamait la nécessité d'accorder des sièges aux pays africains^{xxiii[22]}. L'engagement chinois a été confirmé par un communiqué conjoint sino-nigérien signé lors de la visite de Jiang Zemin à Abuja, du 14 au 16 avril 2002. C'était la première fois que le gouvernement chinois s'engageait ainsi dans un communiqué officiel vis-à-vis d'un État particulier.

Tout est donc fait pour pouvoir accéder au marché et aux ressources naturelles du Nigeria. L'article 2 du même communiqué, consacré au renforcement des relations économiques et commerciales, se termine par une valorisation de la coopération dans le secteur énergétique, la Chine étant encouragée et soutenue dans sa participation à l'exploitation des hydrocarbures au Nigeria. À l'évidence, pour Pékin, le fait de pouvoir se procurer des hydrocarbures prime sur la valeur symbolique qu'a sa présence en tant qu'unique représentant permanent « non blanc », non issu du « monde avancé », au Conseil de sécurité des Nations unies. Cela dit, grâce à sa souplesse diplomatique, la Chine est parvenue à s'insérer sur le marché pétrolier du Nigeria, un marché déjà très concurrencé et quasi-totalement monopolisé par les Occidentaux.

Les retombées du conflit inter-soudanais

Le rapprochement Pékin-Khartoum, concrétisé par les investissements chinois dans le domaine des hydrocarbures, permet au Soudan de se constituer un nouveau réseau de « *clients et d'alliés* »^{xxiii[23]} et de contourner les sanctions des Nations unies. Ainsi, la Chine s'est abstenue de répondre aux exigences de l'instance internationale, qui lui demandait, dans sa résolution 1054 de 1996, d'expulser de son sol les agents diplomatiques soudanais^{xxiv[24]}. Sachant que les investissements chinois dans les projets pétroliers du Soudan seront amenés à s'étaler encore sur plusieurs années avant que l'exploitation puisse atteindre un rendement optimal, cette bienveillance d'un membre permanent du Conseil de sécurité est une espèce de garantie de longue durée, très chère au gouvernement soudanais.

Ce soutien va-t-il jusqu'à interférer dans le conflit qui oppose le gouvernement soudanais aux rebelles du sud ? Le *Daily Telegraph* a rapporté en août 2000 qu'un groupe de Chinois à la fonction mystérieuse avait été capturé par l'Armée de libération des peuples du Soudan (connu sous le sigle anglais SPLA), force d'opposition protestante, lors d'un combat contre le gouvernement soudanais^{xxv[25]}. Le quotidien britannique poursuivait en expliquant que la Chine

était prête à envoyer plusieurs centaines de milliers de soldats et de prisonniers sur place pour protéger ses investissements pétroliers. Il est douteux que Pékin soit capable d'un tel déploiement humain. Mais, du fait de ses intérêts dans les champs pétrolifères (proches des zones de guerre), il est indirectement impliqué dans les conflits internes soudanais. John Garang, leader du groupe rebelle du Sud-Soudan, a affirmé que l'accord relatif à la non-offensive contre des objectifs civils, signé en mars 2002 avec le gouvernement de Khartoum sous les bons offices des États-Unis, ne couvrait pas les installations pétrolières opérées par les pays étrangers sous l'égide du gouvernement de Khartoum^{xxvi[26]}. Les Américains ferment les yeux sur ce point, probablement pour porter atteinte aux investissements chinois dans le secteur pétrolier du Soudan, mais aussi pour priver le régime de Khartoum de son pactole étranger.

La Chine est en tous cas contrainte de subir les conséquences négatives de son lien soudanais. Ainsi, l'entreprise pétrolière PetroChina, filiale de la CNPC, envisagea, en 2000, d'entrer à la bourse de New York, par le biais d'une offre publique estimée à 10 à 15 milliards de dollars. Or ce cas trivial de société entrant en bourse était hautement surveillé par des organisations de défense des droits de l'homme : PetroChina fut dénoncée pour financer des opérations militaires contre les séparatistes chrétiens du Sud-Soudan. Spencer Bachus, président de la sous-commission de la politique monétaire à la Chambre des représentants, attira l'attention du président Clinton sur ces capitaux recueillis par l'entreprise chinoise sur le marché américain, et qui financeraient le régime de Khartoum contre les soudanais chrétiens^{xxvii[27]}. Une enquête du *New York Times* révéla que le gouvernement de Khartoum avait « *doublé ses dépenses militaires depuis 1998, alors qu'il n'a aucun revenu pétrolier* »^{xxviii[28]}. Clinton exprima ses inquiétudes sur « *l'implication de ces nouvelles recettes pétrolières [de la PetroChina]* »^{xxix[29]} et prit des mesures visant à interdire l'accès au marché américain aux entreprises étrangères qui investissaient au Soudan.

Suite aux protestations du gouvernement canadien (dont, rappelons-le, une entreprise pétrolière, Talisman, est présente au Soudan sous forme de *joint-venture*), les sanctions américaines se limitèrent aux entreprises pétrolières soudanaises. La PetroChina entra à la Bourse new-yorkaise, mais pour un montant beaucoup plus modéré (3,1 milliards de dollars).

Le « développement » est un maître mot dans la politique chinoise – intérieure comme extérieure. Pour Pékin, se développer signifie se libérer des limites imposées par d'autres puissances à son émergence en tant que grande puissance régionale, voire mondiale. L'énorme carence en hydrocarbures de la Chine freinerait la brillante croissance du pays et remettrait en cause le vieux rêve chinois d'être un « État fort ».

La politique chinoise d'approvisionnement en pétrole brut d'Afrique porte ses fruits, puisque ce continent est devenu une source importante d'approvisionnement en hydrocarbures pour la Chine. Ce phénomène est tout à fait nouveau et ses conséquences dépassent le contexte sino-africain.

L'Afrique a toujours joué un rôle déterminant dans la sécurité de la Chine : hier, pendant la guerre froide, pour contrecarrer la pression soviétique, aujourd'hui pour alléger la pression du joug énergétique. Le continent noir est d'ores et déjà un partenaire, non seulement politique, économique et commercial, mais aussi sécuritaire pour l'empire du Milieu. Et celui-ci est amené à se rapprocher toujours davantage du continent africain.

-
- ^{i[1]}. *China Statistical Yearbook 1998*, Pékin, China Statistical Publishing, 1998, p. 32.
- ^{ii[2]}. Philip Andrews-Speed et Serguei Vinogradov, « China's Involvement in Central Asian Petroleum », *Asian Survey*, vol. XL, n° 2, mars-avril 2000, p. 387.
- ^{iii[3]}. *World Energy Outlook*, Agence internationale de l'énergie, Paris, 2001, p. 333 ; « A Big Bet on Gas », *Business Week*, 29 avril 2002, p. 37.
- ^{iv[4]}. Agence internationale de l'énergie (ed.), *Ibid.*, p. 41.
- ^{v[5]}. Sergei Trough, *China's Changing Oil Strategy and Its Foreign Policy Implications*, CNAPS Working Paper, Washington D.C., Brookings Institution, 1999, pp. 2 et 4.
- ^{vi[6]}. « China's Oil Imports Rise Possible Boon for U.S. », *Oil & Gas Journal*, vol. 97, n° 23, 7 juin 1999, p. 25.
- ^{vii[7]}. Les « sept sœurs » ont été réduites à six depuis la création de Chevron, fusion de la Gulf et de la Standard Oil of California, en 1984. Les autres « sœurs » sont Exxon, Mobil, Texaco, British Petroleum et Royal Dutch/Shell.
- ^{viii[8]}. En 1993, la répartition du pétrole brut importé par la Chine est la suivante (entre parenthèses, d'abord la quantité exprimée par b/j, ensuite sa part de marché par rapport à la totalité importée) : Oman (81 220/26 %), Indonésie (78 320/25 %), Yémen (33 100/10,6 %), Angola (24 480/7,8 %), Papouasie-Nouvelle-Guinée (15 520/5 %), Libye (14 160/4,5 %), Émirats arabes unis (11 420/3,7 %), Malaisie (10 260/3,3 %), divers (44 380/14,2 %).
- ^{ix[9]}. « Zhongguo Sudan qianshu shiyou kantan xieyi » [La Chine et le Soudan signent un accord relatif à la prospection pétrolière], *Quotidien du peuple* (Pékin), 4 mars 1997.
- ^{x[10]}. Sergei Trough, *op. cit.*, p. 3.
- ^{xi[11]}. Gérard Prunier, « Paix introuvable au Soudan », *Le Monde diplomatique*, décembre 2002, p. 11.
- ^{xii[12]}. « Oil and War in Sudan », *New York Times*, 13 janvier 2001.
- ^{xiii[13]}. « China Accelerates Shift in Energy Policy », *Oil & Gas Journal*, vol. 98, n° 2, 5 janvier 2000, p. 17.
- ^{xiv[14]}. Ruan Cishan, « Tan Zhongguo zai feijiao de liyi » [À propos des intérêts stratégiques de la Chine en Afrique], *Zao bao* [Quotidien du matin] (Singapour), 7 septembre 2000.
- ^{xv[15]}. « Shiyou gougye zouchuqu xian chengxiao » [La délocalisation de l'industrie pétrolière porte ses fruits], *Quotidien du peuple*, 31 décembre 2000.
- ^{xvi[16]}. Peter Wonacott, « Chinese Oil Firm Cut Sudan Links before IPO », *Wall Street Journal*, 11 octobre 2000.
- ^{xvii[17]}. Xu Weizhong, « Xishou hezuo gongying xin shiji » [Coopération étroite pour accueillir le nouveau millénaire], *China's Foreign Affairs* (Pékin), mars 2001, p. 36.
- ^{xviii[18]}. Communiqué du ministère chinois de l'Économie et du Commerce extérieur, disponible sur <http://www.moftec.gov.cn/moftec-cn/zfhz/hxxd-02.html> ; « La Chine populaire réaffirme son appui à la reconstruction de l'Angola », *ANGOP* (Luanda), 28 septembre 2003 ; « Egypt-China boost cooperation in oil domain », *Egyptian State Information Service*, 17 février 2001, in <http://www.sis.gov.eg/onlin/html3/o170221i.htm>.
- ^{xix[19]}. Elisabeth Fouquiere-Brillet, *La Chine et le nucléaire*, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1999, p. 97.
- ^{xx[20]}. Lin Wen-cheng, « Lengzhan hou zhonggong yu feizhou guojia junshi hezuo guanxi zhi yanjiu » [La coopération militaire sino-africaine dans l'après-guerre froide], *Journal of International Relations* (Taïpeh), vol. 13, 1998, pp. 171 et 173.
- ^{xxi[21]}. Erica Strecker Downs, *China's Quest for Energy Security*, Santa Monica, RAND, 2000, pp. 53-54.
- ^{xxii[22]}. Bureau des Renseignements militaires (ed.), *Zhonggong guangbo jiyao* [Extraits des radios-diffusions chinoises] (Taïpeh), janvier 2000, p. 32.
- ^{xxiii[23]}. Nathalie Hoffmann et Jean-Christophe Mabire, *Afrique-Asie : vers un nouveau partenariat*, CHEAM, Paris, 2000, p. 68.
- ^{xxiv[24]}. Tim Niblock, « Irak, Libye, Soudan : efficacité des sanctions ? », *Politique étrangère*, janvier 2000, p. 105.
- ^{xxv[25]}. Christina Lamb, « China Puts "700,000 Troops" on Sudan Alert », *Daily Telegraph*, 27 août 2000.
- ^{xxvi[26]}. Eli J. Lake, « Sudan Rebel Leader Vows to Attack Oil », *Washington Times*, 25 mars 2002. Suite à une attaque de l'armée soudanaise contre le Centre du *World Food Program* en février 2002, le gouvernement américain a pris l'initiative de mettre les deux parties belligérantes du Soudan à la table des négociations pour conclure un accord de non offensive contre des objectifs civils. Toutefois, l'accord ne mentionne pas

spécifiquement les installations pétrolières ou leur équivalent. Chaque partie contractante jouit donc du droit de libre interprétation sur ce point.

^{xxvii[27]}. Eduardo Lachica et Michael M. Philips, « U.S. Lawmakers Try to Block IPO of China Oil Firm », *Wall Street Journal*, 1er mars 2000.

^{xxviii[28]}. « Oil and War... », *op. cit.*

^{xxix[29]}. *Ibid.*